

Quarante-trois ans après le jour de la victoire, nous rendons hommage au courage et au sacrifice des combattants canadiens des deux guerres mondiales. Jamais, en Grande-Bretagne, nous n'oublierons et nous vous sommes à jamais redevables. Nous ne pourrions jamais rendre non plus l'aide immensément généreuse que vous avez accordée à la Grande-Bretagne dans les années d'après-guerre.

Quatre premiers ministres canadiens, dont sir John A. Macdonald, sont nés en Grande-Bretagne, et le seul premier ministre britannique né à l'étranger venait du Nouveau-Brunswick.

Nous sommes ravis que la participation du Canada à notre vie nationale soit aujourd'hui aussi forte qu'elle l'a toujours été. Pas moins de 160 entreprises canadiennes sont actives au Royaume-Uni, dans 11 banques et 13 maisons de placement. Les apports individuels de Canadiens, Paul Reichmann, Conrad Black, Graham Day, sont remarquables. Le plus enthousiasmant est l'important investissement canadien dans Canary Wharf, admirable projet de restauration architecturale et commerciale du quartier des docks de Londres.

Le mois dernier, j'ai moi-même inauguré l'étape de la construction en plantant le premier pieu de fondation en béton . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme Thatcher: En m'aidant un peu d'une sonnette ultrasonique.

Des voix: Oh, oh!

Mme Thatcher: Ce projet d'aménagement commercial, une fois achevé, sera le plus important de l'Europe. Nous nous réjouissons de la confiance manifestée par les investisseurs canadiens et des engagements qu'ils ont pris.

● (1120)

Monsieur le Président, un des avantages d'être en famille, c'est de pouvoir comparer les maux qui nous affligent. Il y a quelques années, nous avons inventé «la maladie anglaise» caractérisée par les symptômes de la stagnation, de l'inflation, des problèmes financiers, des conflits de travail ainsi qu'une perte de confiance.

Un commentateur canadien, Goldwin Smith, a très bien défini la maladie il y a près de cent ans, lorsqu'il a parlé de pays qui étaient «riches par nature mais pauvres par politique». Aujourd'hui, beaucoup d'entre nous qui habitons des pays développés nous rendons compte qu'à des degrés divers nous avons inutilement été «pauvres par politique».

Nous avons beaucoup évolué depuis l'époque où l'on croyait qu'il était possible d'accéder à la prospérité à force de dépenser et d'emprunter et qu'il fallait un déficit budgétaire et un peu d'inflation pour stimuler la croissance économique.

L'on comprend maintenant que le rôle du gouvernement consiste à juguler l'inflation et à assurer un climat financier et juridique propice à l'entreprise.

Des voix: Bravo!

Mme Thatcher: Nous avons appris que ce sont non pas les gouvernements mais les hommes qui créent la richesse, à condition que nous suivions une politique qui les y encourage.

Des voix: Bravo!

Mme Thatcher: Nous nous sommes également éloignés de la notion débiliteuse de l'État tout puissant, excessivement accapareur et prévenant, qui substitue constamment l'interprétation qu'ont les hommes politiques des intérêts de la population à ce que souhaite la population elle-même.

Des voix: Bravo!

Mme Thatcher: Nous avons eu notre *perestroïka*. Comme conséquence, l'économie affiche une croissance constante depuis sept ans—et bientôt huit—les ressources disponibles pour répondre aux besoins de la collectivité sont plus abondantes et nous avons un surplus budgétaire pour rembourser les dettes.

Des voix: Bravo!

Mme Thatcher: Monsieur le Président, pour faire cela, il faut tout d'abord redonner bon moral à la population. Les grands économistes du passé le savaient bien. Adam Smith n'était pas professeur d'économie. Il était professeur de philosophie morale. Il savait composer avec les grandeurs et les faiblesses de la nature humaine pour la mettre en valeur et lui faire atteindre les sommets dont elle est capable et c'est pourquoi la politique qu'il prônait pour assurer la Richesse des nations restera toujours valable.

On respire aujourd'hui la fierté et la confiance, tant au Royaume-Uni qu'au Canada. Nos pays ont tous deux appris cette leçon. C'est pourquoi notre réussite économique a été remarquable et nous rivalisons aujourd'hui pour le championnat du taux de croissance parmi les pays de l'OCDE.

Parmi les sept pays du Sommet économique, la stabilité monétaire, la réduction des impôts et la liberté d'entreprise sont désormais à l'ordre du jour. Il n'en a pas toujours été ainsi; mais chaque année depuis le début du deuxième cycle des sommets en 1982, les chefs de gouvernement se sont engagés à suivre des lignes de conduite pour assurer une croissance stable et de longue durée.

Nous avons mis fin à l'irresponsabilité financière qui nous a fait rater tant de possibilités au cours des années 1970. Je ne pense pas que le monde aurait pu absorber aussi bien le krach boursier de l'automne dernier si nos politiques financières n'avaient pas reposé sur des bases solides. Nous avons instauré un nouvel ordre.

Il faut ouvrir les marchés et stimuler le commerce mondial pour que les taux d'inflation demeurent bas et pour renforcer nos politiques financières prudentes. Le Sommet de Toronto aussi nous a permis de faire un grand pas en avant. Nous nous sommes engagés à assurer le succès des prochaines négociations du GATT et à favoriser les mesures de libéralisation du commerce mondial.

Monsieur le Président, en 1992, toutes les entreprises d'Europe, qu'elles soient du secteur manufacturier ou de celui des services, auront accès à un marché de 320 millions de consommateurs. Ce sera une situation fantastique! En plus de cela, avec le tunnel sous la Manche, la Grande-Bretagne aura enfin une frontière terrestre avec l'Europe continentale.